

L'ensemble des observateurs de l'économie algérienne, mais surtout les acteurs de cette économie et à leur tête les entrepreneurs, ont pris acte des derniers choix économiques du gouvernement qui a décidé de revenir au protectionnisme, à la gestion administrative centralisée et au contrôle économique étatique. Le gouvernement a-t-il raison de prendre cette voie et l'économie algérienne a-t-elle intérêt à la suivre ?

Nous pensions tous qu'avec le lancement des réformes économiques de la fin des années 80 et les premiers pas réalisés dans le processus de transition à l'économie de marché, que nous n'aurions plus à nous poser ce genre de question tant l'option de l'ouverture graduelle de l'économie et de rejet de l'étatisme semblait à tous pertinente et surtout ne relevant pas du hasard, mais bien des leçons de notre propre expérience.

Eh bien, force est de constater que nous étions encore une fois trop optimistes quant à la lucidité et la perspicacité de nos dirigeants.

Nous pensions que le gouvernement allait comprendre qu'être pragmatique n'est pas antinomique de la nécessité d'avoir une vision et de s'en tenir.

Le patriotisme économique n'est pas la fermeture économique

Il est vrai que malgré les résultats peu probants, et pour certains pays catastrophiques, obtenus en application du fameux consensus de Washington qui prône le libéralisme, les tenants de l'ouverture et de la libéralisation économiques sont toujours aussi offensifs.

Encore récemment, le président de la Banque mondiale, Robert Zoelick, faisait l'éloge de la libéralisation éco-

nomique et commerciale qui «entraîne une amélioration du bien-être au niveau national». Des marchés intégrés liés à l'économie mondiale, un secteur privé dynamique, des infrastructures adaptées, constitueraient les facteurs-clés de succès économique pour les pays en développement.

L'ouverture des marchés serait la voie la plus sûre vers la croissance et le développement. L'idée est ancienne. Sa discussion et les innombrables réserves qu'elle a soulevées, aussi. On affirme, aujourd'hui, que l'ouverture n'est pas un moteur de la croissance mais plutôt un catalyseur susceptible de l'accélérer sous certaines conditions.

Mais on reconnaît aussi que l'ouverture comporte des risques, de gros risques pour les pays en développement qui ne savent pas s'y préparer. Et l'Algérie en fait partie. L'Etat doit, ici, accompagner les entreprises nationales dans ce processus et éviter que l'ouverture ne creuse encore plus l'écart entre l'économie algérienne et ses partenaires commerciaux du Nord.

Pour cela, des politiques de soutien à la modernisation des secteurs productifs sont nécessaires de même qu'est indispensable un environnement favorable à l'entreprise et à l'investissement.

Il faut souligner ici que dans le contexte de mondialisation actuel libérale et concurrentielle, l'ouverture économique est une condition importante du développement. Mais elle exige la mise en place d'une stratégie nationale de compétitivité, c'est-à-dire la construction à l'intérieur de ses frontières de «la capacité à générer de façon durable un revenu pour améliorer le niveau de vie des habitants et leur procurer des emplois tout en étant et en restant exposés à la concurrence internationale».

Eh bien oui, le développement économique n'est pas simple à réaliser ; il faut une volonté politique, il faut des compétences, il faut des efforts et des sacrifices.

Aujourd'hui, plus que par le passé, la compétitivité est au cœur des enjeux du développement et celle-ci ne peut pas se construire en économie fermée.

Dans le cas de notre pays, le retour au protectionnisme facilement observable ces derniers temps nous fait rappeler ce vieux diction selon lequel on ne peut faire baisser la fièvre en cassant le thermomètre.

Il est clair que ce n'est pas en se renfermant sur soi-même qu'on assure aujourd'hui le développement.

Dans le cas de l'Algérie, le problème n'est pas l'ouverture économique. Le problème, ou plus exactement les problèmes, s'appellent :

- réglementation inadéquate ;
- cadre judiciaire et procédures administratives entraînant corruption, favoritisme et compromission ;
- pression fiscale oppressante.

Bref, l'entrepreneuriat est étouffé et l'incitation à fonctionner dans l'informel est forte. La croissance économique dans le monde actuel, c'est la compétitivité et celle-ci passe aussi par la construction de l'attractivité, c'est-à-dire l'aptitude du pays à attirer les IDE, le capital productif et la technologie indispensables pour aller à un régime de croissance tiré par les investissements et les exportations de biens manufacturés (de masse et de haute technologie) ainsi que de services. Sortir des tranchées, refuser le repli sur soi, s'ouvrir et s'intégrer positivement à l'économie mondiale : c'est là que réside la solution et non pas dans le retour à l'économie fermée de type soviétique. Améliorer les infrastructures, développer le capital humain, assurer la qualité des institutions, soutenir et encourager l'innova-



Par Abdelmadjid Bouzidi
abdelmadjidbouzidi@yahoo.fr

tion : c'est assurément cela que doit être le programme de travail du gouvernement. L'application du crédit documentaire, le retour à la licence d'importation, le contrôle des IDE, la réanimation des entreprises publiques montrent bien que l'Etat veut rester au pilotage du programme et à la tour de contrôle, ce qui empêche toute fluidité nécessaire à l'activité économique.

La question qu'il faut débattre aujourd'hui n'est pas celle de savoir si l'économie algérienne doit s'ouvrir ou au contraire se fermer, mais plutôt celle de savoir si l'ouverture économique doit être d'abord réalisée qui entraînera obligatoirement la mise en place des facteurs de compétitivité ou bien s'il faut mettre d'abord en place ces facteurs de compétitivité puis aller ensuite à l'ouverture économique. L'expérience de l'Algérie du pétrole nous a appris et continue de nous apprendre que la seconde solution est la plus mauvaise : le pétrole est un somnifère soporifique qui nous fait reporter sans cesse la bataille de la compétitivité et qui fait tomber toute contrainte d'efficacité.

A. B.

POUSSE AVEC EUX !

Par Hakim Laâlam

laalamh@yahoo.fr
laalamhakim@hotmail.com
hlaalam@gmail.com



À quoi rêve un dictateur ?

Fin de la visite en Algérie de Moncef Marzouki. Il regagne son pays.

Le Maroc ?

La question pourrait figurer aux épreuves du baccalauréat. Dans un pays démocratique, bien sûr : à quoi peut bien rêver un dictateur ? Peut-être à des pneus dont la gomme révolutionnaire ne brûlerait pas si des manifestants tentaient d'y mettre le feu. Peut-être aussi à des autoroutes rendues «in-coupables» grâce au génie pervers d'un architecte major de promo et particulièrement fayot. Peut-être aussi à des couffins du Ramadan sans bouffe, mais remplis d'essence, de boîtes d'allumettes et de briquets. Peut-être aussi à une équipe nationale de football qui gagne tous les deux ans la Coupe d'Afrique et tous les quatre ans la Coupe du monde, de préférence au mois de mai, période électorale par excellence. Peut-être aussi à des APC en kits, pouvant être démontées en un rien de temps, à la veille de l'affichage d'une liste de bénéficiaires de logements et «remontables» quelques jours après, lorsque la météo sociale se sera radoucie. Peut-être aussi à un taux de réussite au bac décrété par ordonnance présidentielle et consigné de fait dans la loi de finances et dans sa complémentaire. Peut-être aussi à une opposition politique sans oreilles, sans bouche, sans nez et avec un sens très patriotique du sommeil. Peut-être aussi à des députés dotés de bras très longs, de poches très profondes, de sourires en 3 fois 8 et d'une capacité à regarder ailleurs aussi étonnante que scientifiquement déroutante pour tout ophtalmo n'ayant pas copié à ses examens de fin de cursus. Peut-être aussi à une unique chaîne de télévision diffusant en boucle ses discours et ses prestations de

serments à chacune de ses réélections successives. Peut-être aussi à un mandat éternel avec pour seule obligation constitutionnelle de mettre sa déclaration de patrimoine à la disposition de Aâzrayan. Peut-être aussi à une ligne unique de métro dotée de deux stations seulement, son domicile, au départ, et le Palais au terminus. Peut-être aussi à un tramway grande vitesse et grand public desservant exclusivement la banlieue Est de Bordj-Badji-Mokhtar. Peut-être aussi à un pluralisme syndical, le syndicat maison se voyant ainsi renforcé par le syndicat cuisine, le syndicat cagibis, le syndicat WC, le syndicat débarras, le syndicat grenier, le syndicat placard ou encore le syndicat de poche. Peut-être aussi à un Smig fixé à vie, et intronisé solennellement «constante nationale inviolable et immuable». Peut-être aussi à une armée de soldats de plomb, droits dans leurs bottes roses et leurs tutus de parade. Peut-être aussi à une mystérieuse épidémie qui décimerait subitement tout à coup toutes les ligues des droits de l'homme et toutes les ONG chercheuses de poux. Peut-être aussi à une bavure de la Marine nationale qui enverrait par erreur un missile de croisière sur le siège des journaux pas très exemplaires. Et peut-être, enfin, le dictateur pourrait rêver d'un pays entièrement gouverné par SMS. Mais là, on me chuchote à l'oreille que dans certaines contrées, ce rêve est devenu réalité. Comme quoi, il est toujours permis de rêver. Pour les dictateurs, bien sûr. Pour les autres, vous et moi, il nous sera toujours possible de méditer tout cela à bord du tramway. Rappelez-vous, quinze lignes plus haut. Mais si, relisez ! Le tramway de Bordj-Badji-Mokhtar aux heures de pointe ! Je fume du thé et je reste éveillé, le cauchemar continue.

H. L.